

# La Société du Grand Paris change de tête, les salariés «inquiets»

Louis Moulin | Publié le 07.01.2014, 11h19



La rumeur bruissait déjà depuis plusieurs semaines. C'est désormais certain: Etienne Guyot quittera dans les prochains jours la direction de la Société du Grand Paris (SGP). Il doit être remplacé par Philippe Yvin, actuel conseiller de Jean-Marc Ayrault en charge des collectivités territoriales et de la décentralisation.

La passation de pouvoir à la tête de l'entreprise d'Etat chargée d'aménager le Grand Paris Express doit avoir lieu d'ici la fin du mois.

Etienne Guyot a ainsi convoqué en urgence un conseil de surveillance (l'équivalent du conseil d'administration) pour le 21 janvier prochain. L'instance devra valider le changement de président du directoire.

En tout cas, ce chamboulement à la tête de la SGP passe mal auprès des quelque 130 salariés de la structure. La plupart l'ont appris lundi matin, en reprenant le travail après les fêtes, et leurs représentants ne mâchent pas leurs mots pour exprimer leur frustration. «C'est le quatrième directeur en quatre ans, dénonce Christian Garcia, délégué du personnel à la SGP. On ne peut pas construire le métro du Grand Paris, qui est le plus grand chantier d'Europe, avec une telle instabilité!»

Depuis Pascal Auzannet, qui présidait début 2010 la mission de préfiguration de la SGP, le Grand Paris Express a en effet eu pour pilotes Marc Véron (de juin 2010 à juillet 2011) et Etienne Guyot, issu du corps préfectoral (depuis juillet 2011). «Il y a un vrai étonnement, renchérit Magali Reboul-Torres, la secrétaire adjointe du comité d'entreprise de la SGP. De la déception aussi, et de l'inquiétude: quelle va être la méthode, quel va être le calendrier?»

## Les élus du personnel demandent à être reçus par Cécile Duflot

Les délégués du personnel craignent que le changement de direction à la tête de la SGP fasse perdre «plusieurs mois» au projet de supermétro. «On est déjà dans un calendrier court mais tout le monde travaille à ce que ça se passe bien, reprend Christian Garcia. Là c'est un peu le grain de sable dans la machine bien huilée.» «Tout va être suspendu à commencer par les embauches, détaille Magali Reboul-Torres. Il y avait 23 embauches prévues en 2014, tout est bloqué.»

Pour se faire entendre, les délégués du personnel de la SGP vont demander audience à Cécile Duflot, leur ministre de tutelle en charge du Grand Paris. «On veut des assurances pour la suite» précise Christian Garcia. Le cabinet de la ministre a fait savoir qu'il n'avait pas «eu pour l'heure de demande d'audience» mais que «les délégués seront reçus dès que ce sera le cas».

S'ils assurent qu'il ne «s'agit pas d'une question de personnes», les représentants des salariés de la SGP pointent tout de même l'actuel titulaire du perchoir de l'Assemblée nationale dirigeait le département.

«On ne veut pas que la SGP devienne un outil de nature partisane, précise Magali Reboul-Torres. Il faut être capable d'être toujours dans le consensus qu'on a su construire avec les élus d'Île-de-France jusque là.»